

L'AGROÉCOLOGIE BRÉSILIENNE À L'ÉPREUVE DE L'ÉMANCIPATION PAYSANNE

Véronique LUCAS,

Sociologue,

UMR Innovation, CIRAD, Département Environnement et Sociétés, Montpellier,

veronique.lucas@cirad.fr, 73, avenue Jean François Breton 34398 Montpellier cedex 5, 04 67 61 57 55

Éric SABOURIN,

Socio-anthropologue,

UMR Art-Dev, CIRAD, Département Environnement et Sociétés, Montpellier,

eric.sabourin@cirad.fr, 73, avenue Jean François Breton 34398 Montpellier cedex 5, 04 67 61 75 66.

***5èmes Journées de recherches en sciences sociales
INRA – SFER – CIRAD
- AgroSup Dijon, les 8 et 9 décembre 2011 -***

RÉSUMÉ

La question de l'émancipation et de l'autonomisation des paysanneries brésiliennes dominées retrouve une nouvelle actualité avec l'essor récent de l'agroécologie dans ce pays.

Cette communication rend compte d'une étude de cas au Brésil, utilisant un cadre d'analyse inspiré de la socio-anthropologie du développement, pour évaluer les effets d'une démarche méthodologique d'appui à l'innovation paysanne basée sur les fondamentaux de l'agroécologie (Altieri, 2002 ; Gliessman, 2009).

Nous proposons des clés de lecture pour examiner les conditions méthodologiques propices à la valorisation des ressources et savoirs locaux, à l'intensification des dialogues techniques et à l'installation de relations horizontales entre agriculteurs, ainsi qu'à une meilleure compréhension par ces derniers de la situation sociopolitique de leur groupe social.

Mots-clés : méthodologies, empowerment, agricultures familiales et paysannes, innovation, agroécologie

Codes JEL : Q1 - 16

L'AGROÉCOLOGIE BRÉSILIENNE À L'ÉPREUVE DE L'ÉMANCIPATION PAYSANNE

Introduction

Le Brésil est marqué par l'essor récent de l'agroécologie, dont les fondamentaux sociotechniques sont à la base d'un mouvement social en développement au sein de l'agriculture familiale. Dans les milieux académiques, divers travaux de recherche et d'enseignement lui sont maintenant consacrés, tandis que cette approche sous-tend de plus en plus d'instruments de politiques publiques dédiées à l'agriculture familiale et au développement rural (Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod, David, 2009). Enfin, des acteurs économiques des marchés agroalimentaires s'intéressent aujourd'hui aux produits issus des pratiques agroécologiques des agriculteurs familiaux.

La situation sociale de l'agriculture familiale brésilienne est marquée par l'exclusion principalement agraire, et la subordination à différents acteurs ou organisations politiques et économiques (agro-industrie, grands domaines, etc.). C'est pourquoi des promoteurs de l'agroécologie brésilienne revendiquent l'émancipation des agriculteurs à travers la mise en œuvre de cette approche (Caporal et Costabeber, 2002 ; ANA, 2006). Cette préoccupation est régulièrement répétée face à l'apparition de nouvelles formes de domination de groupes d'agriculteurs familiaux dans le cadre du développement de l'agroécologie au Brésil : en particulier à travers l'accès aux marchés, via des mécanismes de certification de produits agroécologiques (Sabourin, 2010), ou encore via des démarches néo-diffusionnistes de la part d'organismes d'assistance technique (Pacífico et Soglio, 2010).

Certains des acteurs de l'agroécologie au Brésil cherchent à améliorer les démarches d'accompagnement sociotechnique de l'agriculture familiale afin de favoriser à la fois la transition agroécologique et l'autonomie des agriculteurs. Cette communication se propose d'apporter des clés de lecture pour examiner cette perspective.

Nous relatons ici un travail d'analyse d'une méthodologie inspirée par l'agroécologie et cherchant à faciliter l'innovation paysanne : notre objectif était de mesurer ses effets sur les capacités d'action et d'autonomie d'agriculteurs familiaux. Cette démarche méthodologique est mise en œuvre dans le cadre d'un programme d'appui aux expérimentations agroécologiques, mené dans le Nord-est semi-aride du Brésil, dans l'Agreste de l'État de la Paraíba. Il est porté conjointement par une fédération de syndicats d'agriculteurs familiaux du territoire de la Borborema et une ONG de techniciens. Dans cette région d'agriculture familiale côtoyant de grandes propriétés, les communautés agricoles subissent à la fois des processus de marginalisation et de domination. Les acteurs de ce programme mobilisent diverses méthodologies et démarches pour accompagner les stratégies d'intensification écologique des systèmes productifs.

Dans les pages suivantes, nous préciserons d'abord les obstacles à la prise de conscience et à l'affirmation de leurs rôles et capacités par les agricultures familiales nordestines. Nous expliquerons ensuite l'approche théorique et méthodologique que nous avons adoptée pour appréhender ce travail¹. Et à partir d'une enquête de terrain, nous présenterons comment les agriculteurs participant à ce programme développent leur condition d'acteur en entreprenant des innovations techniques et organisationnelles.

1 Ce travail a bénéficié du concours financier de plusieurs organisations qui ont permis sa réalisation : Réseau Français d'études brésiennes (REFEB), CIRAD, CCFD-Terre Solidaire.

Susciter l'innovation et l'action collective par un accompagnement approprié

L'expérience étudiée s'inscrit dans la trajectoire plus vaste d'émergence d'un mouvement social au sein de l'agriculture familiale brésilienne, orienté vers le développement de systèmes productifs agricoles plus durables. À partir des années 80, une nouvelle génération de militants paysans a émergé, formée par des organisations d'éducation populaire impliquées dans la démocratisation du pays. Ces derniers se sont notamment engagés dans les syndicats agricoles locaux, appelés syndicats de travailleurs ruraux au Brésil. En parallèle, différentes institutions (ONG de techniciens et d'agronomes, organisations confessionnelles, etc.) ont cherché à accompagner des communautés paysannes et des syndicats agricoles dans leurs expérimentations pour sortir de la pauvreté. D'abord basé sur la diffusion de technologies appropriées et de pratiques agricoles alternatives, ce réseau d'organisations techniques s'est progressivement approprié les théories de l'agroécologie pour guider son travail (Altieri, 1989 ; Gliessman, 1989). De nouvelles réflexions sont notamment apparues sur le sujet des conditions à créer pour permettre aux acteurs de l'agriculture familiale de concevoir leurs propres stratégies de développement agricole durable à l'échelle territoriale à partir de leurs ressources et potentialités et celles de l'environnement local. Depuis les années 90, diverses expérimentations territoriales ont émergé afin d'appuyer les efforts d'innovation paysanne et d'organisation institutionnelle de l'agriculture familiale (Weid, 1997 ; Almeida, 2003). Selon différents observateurs, le programme ici analysé correspond à l'une des démarches les plus approfondies de ce mouvement (Delgado et Zimmermann, 2008 ; Piraux et Diniz, 2010).

Il a été mis en œuvre dans le territoire de la Borborema marqué par une forte concentration de l'agriculture familiale, qui représente 95 p. cent des exploitations tout en occupant seulement la moitié de la surface agricole. Par conséquent, la structure foncière est caractérisée par la coexistence entre grands domaines latifundistes et petites exploitations : 77 p. cent des unités de production sont inférieures à 5 ha (Sabourin, 2007). Malgré cela, l'agriculture familiale génère plus de 60 p. cent du chiffre d'affaires agricole du territoire, ce qui démontre sa supériorité productive par unité de surface (Delgado et Zimmermann, 2008).

Depuis longtemps, l'agriculture de la région a été intégrée au marché par une succession de cycles de cultures de rente (tabac, café, ricin, sisal, coton, pomme de terre, anis). Mais la fin de ces cycles depuis les années 90 a réduit les revenus et les possibilités d'accumulation (Sabourin, 2007). Face à cette situation, l'État a restreint les interventions à caractère productif, se repliant depuis une vingtaine d'années sur les politiques sociales (Tonneau, Aquino et Teixeira, 2005). Cependant, les agriculteurs familiaux font preuve de capacités de résistance et d'adaptation souvent supérieures à celles des grands domaines spécialisés dans l'élevage bovin et le coton. Beaucoup de grandes propriétés de la région n'ont pas survécu aux crises du sisal et du coton. Plus récemment, les grands élevages extensifs ont été décimés par les sécheresses, alors que les petits éleveurs familiaux ont su trouver des parades en adoptant diverses pratiques de gestion de la biomasse, de production et de conservation de fourrages (Sabourin, 2007). Mais ces systèmes de production, peu utilisateurs d'intrants, dépendent de la disponibilité en terres et de leur fertilité. L'agriculture familiale dont la surface moyenne de ses unités de production est de plus en plus réduite, s'est maintenue depuis trente ans au prix d'une pression accrue sur les ressources naturelles. Le travail est pénible et peu valorisant pour les jeunes, et les conditions productives se sont dégradées (Tonneau et al, 2005).

Le programme, mené par une ONG de techniciens et une fédération de syndicats agricoles, cherche à renforcer les capacités d'innovation et d'action collective des agriculteurs familiaux du territoire de la Borborema à plusieurs niveaux :

- *au niveau de leurs exploitations*, en stimulant leurs aptitudes à étudier leur écosystème environnant et à tester de nouvelles pratiques, afin d'intensifier l'usage du capital écologique² de leurs fermes ;
- *en consolidant et développant les mécanismes de coopération et de partage de ressources, via les réseaux sociaux de proximité entre agriculteurs* : par exemple, par la formation de groupes mutuels d'épargne et de crédit, de banques de semences, ou de dispositifs de certification mutuelle et participative. Le programme renforce ainsi l'accès aux facteurs stratégiques (crédit, intrants, marchés) pour la construction de systèmes productifs plus durables ;
- *en suscitant et qualifiant l'engagement des agriculteurs au sein de leurs syndicats et organisations*. Depuis 2003, les politiques de développement rural ont été renouvelées afin de permettre une meilleure articulation avec les dynamiques territoriales (MDA, 2005). Ce contexte facilite les possibilités d'interaction entre l'action collective des agriculteurs et l'action de l'État, en particulier par la reconnaissance publique des dispositifs des agriculteurs. Ces opportunités supposent de renforcer la capacité des organisations de l'agriculture familiale à contribuer activement à la définition et la mise en œuvre de projets et d'instruments de politiques publiques mieux adaptés à leurs situations (Sabourin, 2007).

Afin de permettre aux agriculteurs de se constituer comme acteurs, différentes démarches méthodologiques du programme visent à lever les obstacles à leur prise d'initiative et de responsabilité :

- La privation matérielle, aggravée par de fréquentes sécheresses, soumet les paysanneries nordestines aux pouvoirs de différentes tutelles : ceux de l'oligarchie terrienne, des élus aux pratiques clientélistes, des techniciens, services et organisations intervenant dans le développement agricole, ainsi que des agents des filières économiques (intermédiaires, firmes agroalimentaires, etc.) (Duque et Oliveira, 2007 ; Sabourin, 2007). La promotion de divers dispositifs de gestion de ressources communes comme les groupes mutuels d'épargne et de crédit ou les banques de semences vise à permettre *l'auto-organisation des agriculteurs pour accéder aux ressources stratégiques*, et ainsi échapper à ces formes de dépendance. *L'appui à la valorisation et au développement des potentialités locales* vise aussi à rompre les liens de dépendance, en mettant en évidence et en améliorant le potentiel productif de ressources déjà présentes sur les exploitations ou dans le milieu (savoir-faire médicaux populaires, qualités fourragères de la végétation locale, semences fermières, etc.).
- Cette dépendance induit des rapports interpersonnels marqués par l'asymétrie et la hiérarchisation, qui se concrétisent principalement par des postures clientélistes et paternalistes. Ce type de rapports se reproduit au sein du groupe social des agriculteurs familiaux. Ainsi, Comerford (2003) souligne que les familles rurales brésiliennes s'organisent selon une hiérarchie entre les parents et les enfants, ainsi qu'entre les hommes et les femmes. Celle-ci est basée sur la notion de respect dû par les membres inférieurs (enfants, femmes) à ceux qui leur sont supérieurs (parents, hommes). Ce modèle se reproduit entre les familles au sein des communautés, en fonction des statuts sociaux de chacune d'elles, déterminés par les conditions économiques, le capital de relations avec l'extérieur, la réputation, etc. Le programme cherche

2 Nous entendons par capital écologique l'ensemble des ressources naturelles (eau, lumière, air, sol, biodiversité) et fonctionnalités écologiques des écosystèmes, telles que la photosynthèse, les processus d'épuration des eaux, l'action de la faune du sol, etc. (Griffon, 2006, pp. 313-317). Ces ressources et fonctionnalités non-marchandes situées dans l'écosystème local, sont utilisées comme facteurs de production ou intrants, et transformées et améliorées par le processus de production agricole (Ploeg, 2008, p. 134)

au contraire à *établir des configurations de relations horizontales* d'agriculteur à agriculteur, facilitant une valorisation mutuelle des savoirs et pratiques de l'ensemble des producteurs, ainsi que la construction conjointe de nouvelles connaissances.

- *La mise en discussion des significations des pratiques et actions collectives entreprises par les agriculteurs* est également privilégiée, afin de leur permettre de modifier leurs raisonnements et principes d'action. Dans le contexte rural nordestin, les acteurs dominants de l'organisation sociale nient et disqualifient les droits et capacités de l'agriculture familiale. Ceci se traduit par des discours auto-dévalorisants de la part des agriculteurs, des attitudes de subordination par rapport aux tutelles et intervenants extérieurs, etc. Des activités du programme comportent des débats visant à interroger et remettre en cause la situation sociopolitique et économique du groupe social de l'agriculture familiale.

Pour ce faire, les dirigeants et les techniciens de la fédération syndicale et de l'ONG s'appuient sur un réseau de responsables syndicaux des municipes concernés et de leaders communautaires, ainsi que sur des agriculteurs-expérimentateurs. Ces différents acteurs se retrouvent dans des commissions thématiques (ressources hydriques, semences, élevage, commercialisation, etc.) où avec l'appui des techniciens, ils gèrent les processus d'appui à l'innovation paysanne sur l'ensemble du territoire de la Borborema : programmation de visites d'échanges, édition de supports de communication (vidéos, bulletins, etc.), organisation de sessions de formation, élaboration de campagnes de sensibilisation, etc.

Cadre analytique et méthodologique

La socio-anthropologie du développement comme cadre d'analyse

Notre travail de recherche a cherché à évaluer dans quelle mesure cette démarche d'appui à l'innovation, inspirée par l'agroécologie, contribue à renforcer les capacités d'action et d'autonomie des agriculteurs. En concertation avec les dirigeants syndicaux et de l'ONG, nous avons donc décidé d'étudier :

- les pratiques agroécologiques, ainsi que les prises d'initiative et de responsabilité des agriculteurs sur leurs fermes et dans les formes d'action collective : nous avons étudié comment elles renforcent leur autonomie.
- les conditions des dialogues entretenus au sein des activités du programme : à travers l'appréciation de ces dernières, nous avons évalué l'évolution de la réflexivité des agriculteurs et des rapports interpersonnels entre eux.

Long et Ploeg ont conduit différentes études sociologiques de populations rurales confrontées à des environnements hostiles, parce soumises à des niveaux élevés de dépendance, avec différents degrés de privation, marginalisation et d'insécurité associées. Malgré ces contextes adverses, ils ont constaté qu'une partie de ces populations cherche à dégager des marges de manœuvre pour développer une autonomie d'action, et à adopter ou réactualiser des formes de résistance ou de distanciation pour s'émanciper des mécanismes de dépendance qu'elles peuvent subir. Pour conceptualiser cette quête d'émancipation et cette lutte active pour l'autonomie, ces auteurs ont repris et enrichi le concept d'*agency* de Giddens (1984), que nous traduisons par l'expression de la « condition d'acteur » ou de « capacité d'agir » (Long, 1992; Ploeg, 2003), qui a été la base d'une nouvelle approche en sociologie du développement orientée vers les acteurs (Long, 1994). Dans le

prolongement de ces travaux, Ploeg (2008) a caractérisé neuf dimensions de cette lutte pour l'autonomie manifestée par les paysanneries marginalisées, parmi lesquelles on peut distinguer : la relation de coproduction avec la nature, la constitution progressive et l'autogestion d'une base autonome de ressources propres (terre, compétences, capital, etc.), une relation distanciée aux marchés grâce à la diversification des modes de commercialisation des produits et d'accès aux intrants, le recours à la pluriactivité, l'appui sur des formes de coopération, etc. Cette grille de lecture a orienté nos observations et analyses sur les différents phénomènes suivants chez les agriculteurs : leurs façons de mobiliser et d'utiliser les ressources naturelles et techniques nécessaires à la mise en œuvre des pratiques agroécologiques, leurs modes de commercialisation, ainsi que leurs prises d'initiative et de responsabilité pour se coordonner avec d'autres et organiser différentes formes d'action collective.

Giddens (1984) montre que la condition d'acteur se caractérise également par l'exercice de la réflexivité, cette dernière pouvant prendre les formes de la conscience discursive ou de la conscience pratique. Les travaux de l'ethnologue Darré (1996) et de chercheurs du Gerdal³ montrent que l'accès à la parole, et donc à la conscience discursive, favorise le processus d'invention de nouvelles pratiques par les agriculteurs. Leurs études nous ont permis de caractériser les conditions des dialogues techniques entre pairs en mesure de renforcer la réflexivité et la construction de connaissances chez les agriculteurs.

En complément, nous avons mobilisé les analyses de la théorie de la réciprocité (Chabal, 2005 ; Temple, 1998) qui nous ont aidé à repérer les principes régulant les liens sociaux dans ces configurations dialogiques. Selon Temple et Chabal (1995), la réciprocité peut être une structure sous-jacente à d'autres relations que l'échange et en particulier à des prestations qui ont pour but de la reproduire pour elle-même afin d'engendrer systématiquement davantage de sens, ou afin de produire des valeurs non réifiables, en particulier les valeurs éthiques. La reprise des grilles de lecture de la théorie de la réciprocité permet de comprendre que ces configurations d'alliance, de dialogue (face à face) et de partage de ressources peuvent correspondre à des relations structurées de réciprocité symétrique, engendrant des valeurs affectives et éthiques. En ce sens, elles peuvent produire, en plus des valeurs matérielles ou instrumentales (savoirs, informations, références) des valeurs humaines affectives et éthiques. Ainsi, la relation de dialogue dans le face à face génère la reconnaissance, mais également l'amitié. La relation de partage engendre un sentiment de confiance entre les membres et d'appartenance à une même entité.

Enfin, nous avons pris appui sur les travaux de théoriciens de l'agroécologie (Altieri, 2002 ; Gliessman, 2009) et de sociologues de Wageningen (Stuiver, Leeuwis et Ploeg, 2004 ; Röling et Jiggins, 1998; Ploeg, 2008), afin de mieux caractériser les processus de construction de la connaissance et de la transition agroécologiques. L'approche agroécologique cherche à intensifier la biodiversité ainsi que les flux énergétiques et biogéochimiques, afin de configurer des agroécosystèmes optimisant les dynamiques naturelles d'autorégulation, d'auto-entretien et d'auto-régénération. Devenant ainsi moins vulnérables, plus robustes et plus résilients, ils permettent une plus grande autonomie en diminuant la dépendance à l'égard des intrants et des apports d'énergie externe (Gliessman, 2009). Cette approche conduit les agriculteurs à tenter d'activer les multiples combinaisons possibles de reconfiguration et d'amélioration des ressources du capital écologique présent dans l'agroécosystème pour améliorer la productivité de leur exploitation de manière endogène.

3 Groupe d'expérimentation et de recherche pour un développement agricole local (Gerdal), qui s'est constitué en 1983 sous l'impulsion de l'ethnologue Darré en France.

Une démarche qualitative d'entretiens et d'observations

Nous avons mené fin 2009 une série d'entretiens auprès d'agriculteurs de la zone d'action du programme, complétée par l'observation de différentes scènes collectives.

Cet article s'appuie sur les données issues d'une part de l'exploitation d'une vingtaine de ces entretiens. Ils concernent des agriculteurs et des agricultrices familiaux (à parité de genre), participant aux activités du programme et menant des innovations sur leurs exploitations. À peine un tiers des interviewés est concerné par ces actions depuis le début de leur mise en place (1993), la majorité les ayant intégrées depuis 2002. La moitié des interviewés exerce des responsabilités, soit dans l'association de la communauté, et/ou dans le syndicat de leur municipe. Les entretiens comportaient divers éléments : une présentation de la famille et de l'exploitation (par une visite de cette dernière), une analyse des changements techniques intervenus sur l'exploitation, une description de leurs modalités de participation aux activités du programme et dans les formes d'action collective de proximité, ainsi qu'un questionnement plus directif sur leurs perspectives et plus généralement sur l'avenir de l'agriculture locale. L'étude de ces données nous a notamment permis de dégager des trajectoires de changement technique et social, les principes agroécologiques et socioéconomiques qui les sous-tendent, ainsi que les significations données par les interviewés à leurs innovations et engagements dans l'action collective.

D'autre part, nous nous appuyons sur l'analyse des travaux d'observation directe d'activités du programme, de réunions syndicales et communautaires. Au total, une vingtaine de scènes collectives a été étudiée, tout particulièrement l'organisation spatiale, ainsi que les conditions, contenus et modalités des pratiques de dialogue et d'interaction entre les participants, et avec les techniciens et animateurs. Une douzaine d'agriculteurs interviewés a été observée en situation de participation à ces activités.

Résultats

Prises d'initiative et processus d'autonomisation

Une grande majorité des agriculteurs interviewés a joué un rôle prépondérant pour initier une forme d'organisation collective de gestion de ressources communes, suite à leur participation à des activités du programme. Il s'agit le plus souvent de la mise en place d'un groupe mutuel d'épargne et de crédit à l'échelle communautaire. Pour la moitié d'entre eux, cette prise d'initiative s'est opérée dans le cadre de leur fonction de responsable communautaire. Pour l'autre moitié, principalement des femmes et des jeunes, il s'agissait de la première prise de responsabilité en matière d'action collective. Pour chacun d'entre eux, le dispositif créé apporte des réponses aux besoins matériels et stratégies productives de leur propre ménage.

La majorité des interviewés a initié une démarche d'innovation sur la ferme à partir de l'accès à une citerne de récupération des eaux de pluies, via la participation des agriculteurs à un groupe mutuel d'épargne et de crédit. Celui-ci a complété l'appui financier d'un programme public régional, géré localement par la fédération syndicale et ses techniciens. Cette acquisition est souvent évoquée comme une solution salvatrice. En effet, en libérant les familles de l'astreinte quotidienne du transport de l'eau, elle a pu faciliter leur participation aux activités du programme, ainsi que leur engagement dans une dynamique de changement technique sur leur exploitation.

À différents niveaux, les nouvelles pratiques introduites ont accru l'autonomie des fermes vis-à-vis de l'usage des intrants externes. Les agriculteurs interviewés ont abandonné l'usage des pesticides, auxquels ils substituent des biocides naturels de leur propre fabrication. D'autres intrants externes sont remplacés grâce à un meilleur usage des ressources disponibles sur leur ferme : recyclage de sous-produits pour l'alimentation animale, utilisation de plantes médicinales comme remèdes vétérinaires, abandon du brûlis, compostage des déjections animales et résidus organiques, etc. Le potentiel productif des exploitations est développé grâce à l'amélioration des pratiques de stockage (ensilage, stocks fourragers sur pied, mise en réserve des semences fermières) et de rétention de l'humidité (aménagements hydriques, implantation de haies ou de plantes de couverture pour limiter l'évapotranspiration, etc.). Les agricultrices réapprennent la maîtrise de l'autoconsommation, principalement en améliorant les activités productives de l'espace domestique (petit élevage, diversification potagère, jardin médicinal, conserves, etc.)

Les agriculteurs sécurisent leur accès à certaines ressources en créant ou en s'intégrant à des formes d'organisation collective : groupes mutuels d'épargne et de crédit, banques de semences, groupes d'entraide mutuelle. La majorité des interviewés a pu diversifier ses débouchés commerciaux, ce qui limite la dépendance vis-à-vis des intermédiaires. Cette diversification des modes de commercialisation s'appuie sur différents dispositifs collectifs : la mise en place de marchés agroécologiques permettant la vente directe, le développement d'une filière de coton agroécologique, la contractualisation collective avec un programme public d'acquisition d'aliments, etc.

Une construction de connaissances dynamisée au sein du réseau, et peu en dehors

Durant les activités du programme, les techniciens et leaders syndicaux cherchent à susciter et à valoriser les témoignages des pratiques expérimentées par chaque participant. Leur démarche consiste à continuellement mettre à jour les opportunités que recèlent les ressources locales, celles des systèmes productifs, des écosystèmes environnants, ou des pratiques paysannes. Ainsi, l'évaluation, la valorisation et l'adaptation des connaissances et ressources locales s'opèrent avec les agriculteurs eux-mêmes, dans le cadre de diverses configurations collectives qui mettent en discussion ces pratiques locales pour nourrir la construction de nouvelles connaissances. Au quotidien, chaque activité du programme est une nouvelle occasion d'organiser l'explicitation orale des expérimentations paysannes. Les techniciens et dirigeants syndicaux valorisent ainsi de manière continue l'activité expérimentale de chaque agriculteur et stimulent le travail d'adaptation et d'amélioration des pratiques agricoles.

De manière générale, les interviewés expriment leur fort intérêt pour les visites d'échange organisées sur les fermes d'autres agriculteurs. De même, ils évoquent des démarches de partage en parlant des activités organisées, où chacun est amené à faire part de ses expériences. Ils se perçoivent eux-mêmes, ainsi que les autres agriculteurs participant aux activités du programme, comme des porteurs de savoirs et pratiques dignes de valeur. Leurs propos révèlent aussi leur satisfaction à retrouver dans ces réunions des pairs qui, comme eux, cherchent continuellement à aller plus loin dans l'optimisation et l'intensification de l'usage de leurs « maigres ressources ». Ceci se traduit par l'usage récurrent du terme de « batailler » pour signifier cette quête constante et posture active à produire de nouvelles améliorations.

Par ailleurs, ils cherchent à transmettre les informations acquises durant ces activités, au sein de leurs communautés. Mais la majorité des interviewés exprime une frustration, en constatant que d'autres agriculteurs n'entreprennent pas de nouvelles expérimentations à partir des connaissances apportées. Ce sentiment s'exprime par le registre de l'incompréhension devant ce qui leur paraît comme un manque d'intérêt ou de volonté. Certains en vont jusqu'à tenir des propos sévères, voire négatifs à l'encontre de ces voisins « passifs ». Ils saisissent ce phénomène comme un prétexte à une attitude de distinction ou de positionnement hiérarchique de leur part vis-à-vis du reste des agriculteurs. Une partie des interviewés qui exercent des responsabilités dans leur communauté adopte une posture paternaliste, moralisante ou « professorale » vis-à-vis de leurs collègues. Dans ces configurations, ces leaders tendent surtout à « redistribuer » leurs connaissances acquises, sans permettre leur interaction avec les propres pratiques des agriculteurs de la communauté : il y a alors peu de construction collective d'une compréhension et d'une connaissance communes.

Une difficile contextualisation de la situation de leur groupe social

Plusieurs des interviewés se sont engagés par la suite dans le syndicat de leur commune. La plupart s'y illustre en y organisant des dispositifs de gestion de ressources communes. De cette manière, ils contribuent à orienter l'action de leur organisation syndicale vers la prise en charge de fonctions de développement agricole local.

La majorité des interviewés est cependant pessimiste quant à l'avenir de l'agriculture familiale sur le territoire, tout en étant confiante dans le futur de leurs propres exploitations. Ils se perçoivent comme une minorité dans un contexte local où la majorité des agriculteurs et des jeunes leur semble peu intéressée et engagée dans l'amélioration des pratiques agricoles. Par ailleurs, ils situent les organisations promouvant le programme comme celles qui leur permettent de développer des innovations, mais considèrent qu'elles disposent de moyens limités dans ce contexte difficile. De même, ils expriment une vision extrêmement négative des élus et institutions politiques. Ces deux éléments ne leur permettent pas d'envisager leurs syndicats, comme des acteurs pouvant faire pression sur les élus ou agir en partenariat avec les pouvoirs publics, afin d'appuyer de nouvelles stratégies de développement agricole.

Deux interviewés se distinguent en affirmant les rôles de l'agriculture familiale pour la société à partir de leurs expériences propres. Ils situent les organisations du programme comme des vecteurs de revendication et de promotion des intérêts de leur groupe social. Ces deux agriculteurs, qui sont des innovateurs fortement valorisés par le programme, ont déjà été engagés dans un conflit et/ou un mouvement social. À travers cet engagement, ils se sont opposés à des acteurs niant les droits et capacités des agriculteurs familiaux (propriétaires terriens, notables politiques).

A l'inverse, la majorité des interviewés n'identifie pas les effets de disqualification et d'exclusion économique de leur groupe social induits par les rapports sociaux existants. Questionnés sur les moyens d'améliorer le futur de l'agriculture familiale, seules deux personnes évoquent le problème de la concentration agraire, en peinant à formuler l'idée d'une remise en cause de ce phénomène.

Les leçons de cette expérience

Un groupe cible moins défavorisé

La grande majorité des interviewés était proche des syndicats avant de commencer à participer à ces activités : certains y étaient déjà engagés, d'autres avaient des liens de parenté ou personnels avec des leaders syndicaux, ou s'étaient adressés au syndicat par le passé pour une démarche administrative ou une recherche d'informations. Les interviewés qui entreprennent le plus d'innovations bénéficient d'un contexte économique plus sécurisé que les autres : revenus complémentaires perçus par des membres de leur ménage, possibilités d'accès à la vente directe, etc. Une grande partie des agricultrices de l'échantillon n'est pas soumise à des formes de domination masculine, soit parce que leur mari ou père n'impose pas ce type de rapport, soit parce qu'elles sont célibataires ou veuves. La majorité des interviewés a plus de 50 ans.

Ces analyses rejoignent d'autres études qui montrent que le programme tend à toucher plus facilement des personnes qui présentent un minimum de conditions favorables à leur participation et à l'innovation, voire un certain capital social⁴ (Sabourin, 2007 ; Sidersky, 2006).

L'élément-clé de ce processus : la valorisation des ressources locales

Le principe central de cette démarche d'appui à l'innovation consiste en la valorisation des ressources locales, a contrario des stratégies dominantes prioritairement tournées vers la recherche de ressources externes (techniques, subventions, etc.). La mise en évidence des potentialités du milieu et des agriculteurs a joué pour eux un rôle stimulant pour entreprendre des changements ou des initiatives. Ceci explique l'émergence de nouveaux acteurs, notamment parmi les femmes et les jeunes, qui se mobilisent pour développer des dispositifs dans leur communauté afin de faciliter la gestion de ressources communes (eau, épargne, semences, etc.)

Ce principe d'action permet aussi l'orientation vers un développement plus endogène des systèmes productifs, grâce à plusieurs démarches qui fondent en partie la condition paysanne moderne, telle que l'a décrite Ploeg (2008) : meilleure productivité atteinte par la reconfiguration incessante des ressources du capital écologique disponible sur la ferme, recours à l'entraide ou à la coopération plutôt qu'à l'échange marchand pour mobiliser des ressources externes (crédit, semences, etc.), relation différenciée avec des marchés diversifiés. En rompant ainsi les liens de dépendance, ces processus de développement endogène ont libéré de nouvelles marges de manœuvre pour les agriculteurs pour innover et agir.

La valorisation des aptitudes des agriculteurs leur permet de développer une nouvelle auto-estime et d'affirmer une nouvelle identité, celle de « batailleurs multipliant les expérimentations ». Cette affirmation identitaire est aussi mise en évidence par Ploeg (2008), dans le cas d'autres paysanneries adoptant des stratégies d'agriculture durable et autonome. Elle révèle le fort désir de reconnaissance présent chez une partie de ces agriculteurs, en réaction à la stigmatisation de leur groupe social dans la société brésilienne. Ce désir de reconnaissance est aussi un des moteurs de la prise de

4 Nous soulignons que le programme représente une expérience de développement dont le taux de pénétration au sein de la population est important en comparaison avec d'autres actions dans le Nordeste brésilien : environ 25% des 20000 ménages agricoles du territoire couvert par le programme ont bénéficié de ses actions et ont pu améliorer leur quotidien (Delgado et Zimmermann, 2008).

responsabilité, en plus de la volonté de mieux satisfaire leurs besoins matériels et productifs. Ceci montre l'enjeu d'associer les agriculteurs eux-mêmes aux processus de recensement et d'évaluation des connaissances et pratiques locales. L'intérêt de la méthodologie construite dans cette expérience brésilienne est de multiplier l'organisation de configurations de partage, afin de favoriser la mutualisation et la confrontation des savoirs et pratiques entre agriculteurs. Selon nous, cette démarche contribue à la fois à faciliter la construction de la connaissance agroécologique, ainsi qu'à favoriser des processus de reconnaissance mutuelle de leurs capacités.

La reprise des grilles de lecture de la théorie de la réciprocité (Chabal, 2005 ; Temple, 1998) permet de comprendre que ces configurations de partage peuvent correspondre à des relations structurées de réciprocité symétrique. De cette manière, elles peuvent engendrer un sentiment de confiance entre les membres et d'appartenance à une même entité, ici constituée par le réseau formé par les participants aux activités du programme. À l'inverse, ce type de relation équilibrée est moins susceptible de se développer si on envisage une reconnaissance de ces pratiques dans une configuration bilatérale plutôt asymétrique entre techniciens d'un côté, et agriculteurs de l'autre. Or dans le cas de populations rurales subissant des processus de domination et de disqualification et tendant à l'autodépréciation, toute opportunité de leur permettre de poser un regard positif sur leur groupe social et de développer une confiance dans leurs capacités nous semble importante à saisir.

Ces phénomènes confirment la théorie de Darré (1991) selon laquelle reconnaître les savoirs des paysans revient inévitablement à reconnaître ces derniers comme catégorie d'acteurs pertinents, la validation des savoirs et des pratiques faisant office de reconnaissance sociale.

Construction de la connaissance : de la possibilité de dialoguer avec ses pairs

Les analyses précédentes montrent que la construction de nouvelles connaissances agroécologiques dépend fortement des configurations dialogiques établies dans les activités du programme et les réunions communautaires. De nombreux interviewés évoquent des situations de partage de savoirs et d'expériences à propos des réunions du programme, qui leur permettent de compléter leurs propres connaissances et stimulent leur travail d'expérimentation. À l'inverse, l'étude de certaines réunions communautaires révèle des configurations de « redistribution d'informations » à partir d'un agriculteur-leader sans organisation d'interactions entre ces connaissances avec les propres pratiques des participants. Ces agriculteurs-leaders semblent avoir de la difficulté à susciter un développement des expérimentations agroécologiques chez les autres membres de leur communauté.

Les contributions sociologiques qui s'intéressent à la façon dont des connaissances sont produites en agriculture montrent que les agriculteurs sont d'autant plus aptes à engager des changements sans perdre la maîtrise de ce qu'ils font, s'ils ont la possibilité d'échanger avec d'autres sur ces questions. En effet, deux phénomènes peuvent alors se produire dans des configurations de dialogues techniques entre pairs.

D'une part, comme le soulignent Röling et Jiggins (1998), le capital écologique est un objet complexe, chaotique et impossible à connaître dans ses moindres détails, notamment en raison de l'échelle écosystémique des phénomènes biologiques et écologiques avec lesquels l'agriculteur interagit. D'où le caractère parcellaire de la connaissance écologique détenue et construite individuellement par chaque agriculteur au regard du système informationnel complexe relatif à leur écosystème. La mutualisation des connaissances entre agriculteurs est le moyen d'augmenter leur

horizon de possibilités d'intensification et de développement du capital écologique de leur exploitation. Ce travail commun qui peut ainsi s'opérer est d'autant plus essentiel que la situation vécue dans le cas d'un processus de transition agroécologique est complexe et instable (Compagnone, Lamine et Hellec, 2011).

D'autre part, comme l'explique Darré (1996), toute expérimentation et introduction d'une nouveauté technique par l'agriculteur implique une réélaboration de la façon de concevoir la réalité et d'évaluer les actes, autrement dit de son système conceptuel. En effet, qu'il s'agisse d'une amélioration, d'un artefact nouveau, ou de l'adoption d'une pratique, l'intégration de ce type de nouveautés modifie la logique partielle ou globale du système productif. Par exemple, l'adoption de l'ensilage, en modifiant la manière de valoriser les fourrages, a des répercussions sur la conduite des plantes fourragères, l'alimentation du bétail, le planning de travail, etc. Par conséquent, lors de l'introduction d'une nouveauté, les agriculteurs reconstruisent leurs façons de concevoir les choses, de manière cohérente avec les techniques matériellement adoptées afin d'en assurer la maîtrise. Autrement dit, quand un agriculteur change une pratique, son système de pensée qui justifie et conduit les actes doit lui aussi changer, afin qu'il puisse garder la maîtrise de ses actes. Cette reconstruction de son propre système conceptuel, ou de ses représentations (Jodelet, 1989), associé à la nouveauté technique, correspond à un processus d'ajustement de la façon de voir et d'agir, aux changements de situation. Or, ce processus est marqué par son caractère dialogique et oral, car il s'opère par la parole. Cela suppose un retour réflexif sur les façons habituelles de dire les choses à partir des expériences individuelles, par le moyen en particulier de l'échange de ces expériences entre pairs. Le dialogue permet d'opérer ce retour réflexif : la parole est le support par lequel l'agriculteur progresse par successions de formulations et d'ajustements dans la manière de dire les choses, permettant d'engendrer un système conceptuel approprié à la nouvelle situation résultant de l'introduction de la nouveauté. Ce caractère dialogique implique donc l'intermédiaire d'un espace de parole, lieu producteur de ce système conceptuel. C'est pourquoi sa transformation s'accomplit principalement dans la chaîne de dialogues entre pairs qui permet la confrontation des façons différentes d'évaluer les choses et les actes, ainsi que des expériences accumulées : l'appui à l'innovation paysanne nécessite donc d'intensifier les dialogues techniques entre agriculteurs.

Ce décryptage des conditions sociales de la production de connaissances en agriculture par Darré permet de comprendre les résultats des différentes configurations organisées autour de la connaissance agroécologique dans l'expérience étudiée. Nous en concluons que la construction de la connaissance agroécologique nécessite de porter attention et de soigner l'organisation des modalités d'échange et de dialogue entre les agriculteurs au sein des différentes configurations d'interaction sociale entre pairs auxquelles ils peuvent participer : elles sont en effet le lieu où les agriculteurs peuvent accéder à des ressources cognitives complémentaires, et modifier leurs systèmes de pensée afin de maîtriser la transition agroécologique. D'où le besoin d'y créer les conditions pouvant favoriser une prise de parole équilibrée de la part des protagonistes, en gérant les écarts de positions sociales, et donc d'accès à la parole ou de possibilités d'être entendu au sein de ces espaces (Ruault et Lémery, 2009). L'enjeu est bien d'étendre au plus grand nombre possible d'agriculteurs de chaque espace de dialogue (association communautaire, groupe mutuel d'épargne et de crédit, etc.) le droit reconnu dans le collectif alors constitué, de faire part de ses expériences pratiquées et de se faire entendre. Il s'agit donc de renforcer la capacité de ces collectifs à valoriser les expériences, les idées et les informations de chaque membre du groupe (Darré, 1996).

Dans ces conditions, on se rapproche du type de configuration que préconise le pédagogue Piaget (1992), afin de favoriser des processus d'apprentissage visant l'autonomisation des personnes. Selon lui, ces expériences d'apprentissage ont besoin de se structurer de façon à privilégier la collaboration, la coopération et le partage de points de vue dans la recherche conjointe de la connaissance. C'est de cette façon que peut s'opérer la construction de l'autonomie, c'est-à-dire l'épanouissement de la pensée autonome et l'émergence de la capacité à établir des relations coopératives.

Le besoin de contextualiser la situation sociopolitique de l'agriculture familiale

Les modalités de la nouvelle affirmation identitaire que nous avons détaillées précédemment s'appuient sur une vision répandue chez les interviewés selon laquelle leur situation personnelle résulte de leurs seuls efforts et accès à de nouvelles connaissances à travers le programme. Cette conception montre qu'ils n'ont pas les moyens de contextualiser leur situation personnelle par rapport à d'autres facteurs. Ainsi, ils ne perçoivent pas qu'elle est relativement plus favorable que celle du reste de leur groupe social. Ils ne visualisent pas non plus qu'elle résulte en grande partie de l'organisation socio-économique existante, marquée principalement par l'exclusion de l'agriculture familiale de l'accès à la terre et aux autres formes de capital productif et social. En l'absence de ces prises de conscience, ils ne peuvent expliquer l'« immobilisme » de leurs collègues comme une situation résultant en partie des rapports sociaux existants. En conséquence, les nouveaux rapports de reconnaissance et de valorisation mutuelle vécus entre les participants du programme, tendent à s'arrêter aux frontières du réseau qu'ils forment, s'étendant faiblement au reste des agriculteurs familiaux. Ce phénomène est accentué par le contexte nordestin où les réseaux d'interconnaissance sont souvent spécifiques et sélectifs, et obéissent à des règles privées peu explicites (Comerford, 2003 ; Sabourin, 2007).

Il est donc visible que la grande majorité des agriculteurs interviewés appréhende difficilement les potentielles implications institutionnelles et politiques des nouvelles stratégies qu'ils adoptent. Ils peinent à se représenter clairement les causes et les ressorts des évolutions qui ont affecté et concernent aujourd'hui leur groupe social. Et, faute de comprendre l'origine de leur situation, ces agriculteurs manquent des ressources nécessaires pour se gouverner collectivement de manière efficace. Ainsi, les débats à caractère politique qui peuvent avoir lieu dans diverses activités du programme ne semblent pas permettre à la majorité des interviewés de percevoir autrement la situation et le destin de leur groupe social. Un travail plus élaboré et approfondi de dévoilement de l'organisation socio-économique existante et de ses impacts sur l'agriculture familiale apparaît nécessaire, afin de permettre à ces agriculteurs de construire un autre regard sur la situation sociopolitique de leur groupe social. Ceci suppose d'organiser les conditions pédagogiques d'une compréhension par les participants des rapports sociaux qui structurent leur groupe social, permettant ainsi de renforcer leur capacité à les faire évoluer. Des réflexions et expérimentations méthodologiques et pédagogiques deviennent nécessaires pour permettre une lecture critique par les agriculteurs familiaux des facteurs qui conditionnent le développement agricole et des filières agroalimentaires, ainsi qu'un discernement des possibilités d'action et de changement institutionnel à la portée de leurs organisations.

Conclusion

L'émancipation paysanne par la valorisation des capacités

Ce travail d'étude d'une expérience d'appui à l'innovation paysanne montre que dans le contexte brésilien actuel, l'approche agroécologique peut contribuer à renforcer la capacité des agriculteurs marginalisés à maîtriser leur destin. Elle nécessite pour cela de s'appuyer sur différentes démarches méthodologiques potentiellement émancipatrices.

L'approche agroécologique conduit les agriculteurs à intensifier et développer le capital écologique de leur exploitation. Elle est dynamisée par des processus de mise à jour et de valorisation des pratiques optimisant l'utilisation des ressources locales. De telles démarches peuvent aussi favoriser la reconnaissance réciproque des capacités entre agriculteurs et une nouvelle auto-estime, si elles sont organisées de manière à positionner les agriculteurs eux-mêmes comme les acteurs de la valorisation mutuelle de leurs pratiques. Ceci peut s'opérer dans toute configuration de dialogue d'agriculteur à agriculteur, comme dans le cas de visites d'échanges *in situ*, où une attention spéciale est portée par les animateurs pour permettre l'accès équilibré à la parole et à la possibilité d'être entendu pour chaque participant.

L'accès à la parole constitue une condition indispensable au changement technique et social, afin de permettre à l'agriculteur de reconstruire les formes de pensée nécessaires, autant pour maîtriser une nouvelle pratique, que pour projeter un autre destin pour son groupe social. Cet accès à la parole passe par l'intensification des dialogues techniques et sociopolitiques, à travers l'installation de configurations d'échange de savoirs, de pratiques et de conceptions entre agriculteurs, dans les dispositifs organisés par les interventions de développement visant à favoriser l'innovation paysanne. Et afin d'envisager une contribution possible de leurs organisations pour développer l'approche agroécologique et la faire reconnaître par les pouvoirs publics, les agriculteurs ont besoin de démarches adaptées de mise en lumière de l'organisation socioéconomique et politique existante et de ses impacts sur l'agriculture familiale.

Des défis pour la recherche

Le développement de ces différentes démarches méthodologiques sollicite des contributions de la recherche académique, car selon nous, l'émancipation des paysanneries dominées doit être une de ses finalités. Ainsi, comme le recommandent les conclusions de l'IAASTD (2009), les institutions de recherche sont appelées à collaborer avec les populations rurales et leurs organisations pour recenser et évaluer leurs connaissances et pratiques locales. Ceci peut en effet favoriser les démarches de développement endogène de leurs ressources. De la même manière, les chercheurs en sciences sociales peuvent utilement appuyer les responsables agricoles et les intervenants du développement en travaillant à leur apporter des clés de lecture des principes qui structurent les relations sociales au sein des populations rurales, afin de participer au renforcement des processus d'autonomisation. Enfin, la production d'une nouvelle critique sociale du modèle de développement brésilien, tant dans son évolution historique que dans ses mutations actuelles, est susceptible de nourrir les organisations paysannes dans leur travail afin de mieux contribuer à le transformer. À cet égard, le travail du NEAD d'édition de la collection « História Social do Campesinato no Brasil » nous apparaît une initiative exemplaire.

L'objectif de contribuer à la construction de démarches méthodologiques en mesure de favoriser l'émancipation paysanne questionne les modalités mêmes de la recherche, en invitant à développer les formes de recherche-intervention (Faure, Gasselin, Triomphe, Temple et Hocdé, 2010 ; Wettasinha et Waters-Bayer, 2010). L'intervention devient en effet une démarche scientifique nécessaire pour mieux comprendre et outiller les processus à l'œuvre dans de telles situations de changement marquées par de nombreuses interdépendances de nature agroécologique, technique et sociopolitique. Ces formes de recherche basées sur l'engagement dans la mise en place de ces changements constituent de puissants moyens de contribuer tant à la production de connaissances, qu'à la transformation sociale et au renforcement des capacités paysannes individuelles et collectives.

Références bibliographiques

- ALMEIDA J. 2003. A agroecologia entre o movimento social e a domesticação pelo mercado. *Ensaio FEE*, Porto Alegre, v. 24, n. 2, pp. 499-520.
- ALTIERI M. 1989. *Agroecologia : as bases científicas da agricultura alternativa*. PTA/FASE, Rio de Janeiro.
- ALTIERI M. 2002. *Agroecologia. Bases científicas para uma agricultura sustentável*. Agropecuária, Guaíba, 592 p.
- ANA (ARTICULAÇÃO NACIONAL DE AGROECOLOGIA). 2006. Carta Política. II *Encontro nacional de agroecologia*, Recife.
- CAPORAL F.R., COSTABEBER J.A. 2002. *Agroecologia. Enfoque científico e estratégico para apoiar o desenvolvimento rural sustentável (Texto provisório para debate)*. Emater/RS – ASCAR, Porto Alegre, 48 p.
- CHABAL M. 2005. *Les structures élémentaires de réciprocité*. Conférence in Cauris : <http://afrique.cauris.free.fr/mireille.html>
- COMERFORD J.C., 2003. *Como uma família: sociabilidade, territórios de parentesco e sindicalismo rural*. Rio de Janeiro, UFRJ, 406 p.
- COMPAGNONE C., LAMINE C., HELLEC F., (à paraître en 2011). De l'acceptabilité des propositions techniques de la Protection intégrée à l'analyse des dynamiques de changements des agriculteurs, in : RICCI P., LAMINE C., BUI S. (coord.), *Innovations et transitions vers une protection plus écologique des cultures*, Dijon/Paris, Educagri/Quae. Communication personnelle.
- DARRÉ J.P. 1991. Fond commun et variantes dans un système local de connaissance technique, Lauragais, France. In DUPRÉ G. (dir.). *Savoirs paysans et développement*. Éd. Karthala/Orstom, pp. 333-345.
- DARRÉ J.P. 1996. *L'invention des pratiques dans l'agriculture. Vulgarisation et production locale de connaissance*. Éd. Karthala, Paris, 194 p.
- DELGADO N.G., ZIMMERMANN S. 2008. *Gestão de políticas públicas de desenvolvimento rural no contexto das novas institucionalidades – Produto 3, Relatório 2*. OPPA/IICA, 37 p. Communication personnelle.

- DUQUÉ G., OLIVEIRA M.S.L., 2007. Communauté rurale et coopération entre paysans : les fonds rotatifs solidaires en Paraíba (Nord-est du Brésil). *Communication au Encontro Ceisal*, Bruxelles, avril 2007, 10 p.
- FAURE G. GASSELIN P., TRIOMPHE B., TEMPLE L., HOCDÉ H. 2010. *Innover avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*. Éd. Quae, CTA, Presses agronomiques de Gembloux, 226 p.
- GIDDENS A. 1984. *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*. Éd. PUF, coll. Quadrige, Paris, 474 p.
- GLIESSMAN S. R. 1989. *Agroecology: Researching the Ecological Basis for Sustainable Agriculture*. Ed. Springer, 380 p.
- GLIESSMAN S. R. 2009. *Agroecologia : processos ecológicos em agricultura sustentável*. 4. ed. Ed. Universidade/UFRGS, Porto Alegre, 658 p.
- GRIFFON M. 2006. *Nourrir la planète : Pour une révolution doublement verte*. Éd. Odile Jacob, 456 p.
- IAASTD, 2009. *Agriculture at a crossroads : The Global Report*. Ed. Island Press, Washington. 590 p.
- JODELET D. (dir.). 1989. *Les représentations sociales*. PUF, Paris, 424 p.
- LONG N. 1994. Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs. *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 7, mis en ligne le 13 décembre 2007, Consulté le 30 août 2011. URL : <http://apad.revues.org/2183>.
- LONG N., LONG A. 1992. *Battlefields of knowledge : the interlocking of theory and practice in social research and development*. Ed. Routledge, Londres, 306 p.
- MDA (MINISTÉRIO DO DESENVOLVIMENTO AGRÁRIO), 2005. *Marco referencial para apoio ao desenvolvimento de territórios rurais*, Brasília, MDA.
- PACÍFICO D. A., SOGLIO F. K. dal. 2010. Transição para agricultura de base ecológica: um processo social. *Revista Brasileira de Agroecologia*, 5(2), pp. 50-64
- PIAGET J. 1992. *Biologie et connaissance*. Éd. Delachaux & Niestle, 346 p.
- PIRAUX M., DINIZ P. 2010. *Sustentabilidade, agroecologia e convivência com o semi-árido. O caso da região do Agreste da Paraíba*. Projeto PROPOCID - Production des politiques et compromis institutionnels autour du Développement Durable/Projet da Agência Nacional de Pesquisa Francesa -06-PADD-016, 43 p. Communication personnelle.
- PLOEG J.D. van der. 2003. *The virtual farmer: past, present and future of the Dutch peasantry*. Ed. Royal Van Gorcum, Assen. 432 p.
- PLOEG J.D. van der. 2008. *The new peasantries: struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. Ed. Earthscan, 366 p.
- RÖLING N., JIGGINS J. 1998. The ecological knowledge system. In: RÖLING N., WAGEMAKERS A. (eds.). *Facilitating Sustainable Agriculture*. New-York. Cambridge University Press, pp. 283-311.
- RUAAULT C., LÉMERY B., 2009. Le conseil de groupe dans le développement agricole et local : pour quoi faire et comment faire ? In : COMPAGNONE C., AURICOSTE C., LÉMERY B. (eds.), *Conseil et développement en agriculture. Quelles nouvelles pratiques ?* Educagri éditions et de Quae, pp. 71-96

- SABOURIN É., 2007. *Paysans du Brésil : entre échange marchand et réciprocité*, Paris, Éd. Quae, 242 p.
- SABOURIN É., 2010. Agri-food qualification and certification process as an interface between exchange marketing and reciprocity. *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier, June 28-30, 11 p.
- SABOURIN É. (à paraître en 2011). Teoria da reciprocidade e sócio-anthropologia do desenvolvimento. *Sociologias*
- SIDERSKY P., 2006. *Reproductibilité de l'agriculture familiale dans l'Agreste de l'État de la Paraíba, Brésil : dynamiques sociales, organisations locales, innovations techniques et sociales*. Thèse de doctorat, University of Wageningen – Rural communication and extension, en cours. Communication personnelle.
- STUIVER M., LEEUWIS C., PLOEG J.D. van der. 2004. The power of experience : Farmers' knowledge and sustainable innovations in agriculture. In: WISKERKE J.S.C., PLOEG J.D. van der. (eds.). *Seeds of transition. Essays on novelty production, niches and regimes in agriculture*. Ed. Royal Van Gorcum, Assen. 356 p.
- TEMPLE D. 1998. Les structures élémentaires de la réciprocité. Paris, *Revue du MAUSS*, n°12, (2) : pp. 234-242.
- TEMPLE D., CHABAL M. 1995. *La réciprocité et la naissance des valeurs humaines*. Paris, Éd. L'Harmattan, 263 p.
- TONNEAU J.P., AQUINO J.R., TEIXEIRA O.A. 2005. Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion. Le dilemme des politiques agricoles. *Cahiers Agricultures*, vol. 14, n°1, pp. 30-34.
- WEID J.M. 1997. *A trajetória das abordagens participativas para o desenvolvimento na prática das ONGs no Brasil*. Rio de Janeiro, As-Pta, 40 p.
- WETTASINHA C., WATERS-BAYER A., (eds). 2010. *Farmer-led joint research: experiences of PROLINNOVA partners. A booklet in the series on Promoting Local Innovation (PROLINNOVA)*. Cavite, Philippines, PROLINNOVA International Secretariat, 97 p.
- WEZEL A., BELLON S., DORÉ T., FRANCIS C., VALLOD D., DAVID C. 2009. Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for sustainable development*, 29(4), pp. 503-515